

Gauche française, gauche israélienne

Regards croisés

Par Ilan Greilsammer

Quand on parle de la gauche française (Hasmol Hatsarfati) à des étudiants israéliens en science politique, il faut prendre bien soin de leur expliquer au préalable de quoi il s'agit. Et ce n'est pas simple ! Je leur explique, en général, que les concepts de droite et de gauche datent de la Révolution française ; que ces concepts se sont en premier lieu développés par rapport aux pouvoirs laissés au Roi, et que les députés de l'assemblée révolutionnaire s'asseyaient à droite ou à gauche en fonction de leurs opinions sur ce sujet ; qu'au cours du XIX^e siècle, à la suite de la révolution industrielle, ces notions ont commencé à revêtir une connotation socio-économique, et ont commencé à tourner autour de l'opposition socialisme-capitalisme, etc. J'insiste surtout sur le fait que, dans la France contemporaine ces concepts se sont largement modifiés. D'une part je pense que ce qui était la droite capitaliste a largement intégré la notion de l'État-providence et de la solidarité sociale : dans les démocraties contemporaines les partis de droite ne demandent plus le démantèlement de la Sécurité sociale et la suppression de toute aide aux couches les plus défavorisées de la société. D'autre part, la gauche a largement renoncé à une transformation socialiste de la société, elle ne revendique plus la nationalisation de l'économie, mais simplement une certaine mesure d'intervention de l'État dans l'économie de marché. Dès lors, j'essaie d'expliquer à mes étudiants israéliens, qui à ce stade ouvrent des yeux ronds, que le clivage droite-gauche dans la France d'aujourd'hui se situe sur quatre plans, ou plus exactement sur quatre continuum :

A- Sur le plan économique, la gauche française est pour plus d'intervention de la puissance publique dans le fonctionnement de

l'économie alors que la droite souhaite restreindre au minimum cette intervention.

B- Sur le plan social, la gauche est pour plus de solidarité sociale et l'extension des services de la Sécurité sociale à des catégories périphériques très larges, alors que les partis de droite souhaitent restreindre les dimensions de l'État-providence et diminuer ses prestations ; les uns acceptent le déficit de la Sécurité sociale, les autres veulent une gestion rigoureuse.

C- Sur l'axe valeurs traditionnelles-modernité, la droite cherche à préserver le maximum de valeurs traditionnelles et en particulier religieuses et familiales (aide à la natalité, lutte contre l'avortement, la pornographie, l'homosexualité...) tandis que la gauche favorise la tolérance, le changement et la modernité

D- Enfin sur l'axe nationalisme-cosmopolitisme, la droite est plutôt nationaliste, elle tend à insister sur la préférence nationale, tandis qu'en gros les partis de gauche sont plus en faveur de l'internationalisme et de l'ouverture de l'identité nationale aux autres et aux étrangers.

Évidemment, toutes ces notions qui sont si bien connues et vécues par le public français et européen sont totalement étrangères à l'univers des étudiants israéliens en science politique. Car pour eux, les concepts de droite et de gauche ont une toute autre signification. Dans l'Israël d'aujourd'hui, ces termes sont couramment employés pour désigner une seule chose : le clivage de base sur les solutions à apporter au conflit israélo-arabe.

Expliquons-nous. Il y a toujours eu, depuis les débuts du mouvement sioniste jusqu'à aujourd'hui, deux conceptions tout à fait différentes du conflit israélo-arabe et de l'inser-

tion d'Israël dans son environnement arabe. D'un côté, beaucoup de sionistes ont compris qu'Israël ne pourrait survivre à long terme que si l'État juif s'intégrait harmonieusement dans son environnement. Cela signifiait que le mouvement sioniste se borne à cette exigence de base, création d'un État juif, sans exiger qu'il s'étende sur la totalité de l'Erets Israël biblique. Cela signifiait aussi qu'Israël soit prêt à composer avec ses voisins arabes et avec la population autochtone vivant en Palestine turque puis britannique, afin d'arriver à un modus vivendi et à une coexistence pacifique. On sait que certains penseurs sionistes, tels Martin Buber, Judah Magnes, Akiva Ernst Simon et les gens de Brith Shalom allaient beaucoup plus loin puisqu'ils pensaient qu'un État binational serait la seule solution qui permette aux Juifs de vivre en paix avec les Arabes. Cette attitude était extrêmement minoritaire et la majorité des sionistes «de gauche» souhaitaient un État juif, mais ni expansionniste ni annexionniste, prêt au compromis et à la conciliation. Le mouvement ouvrier socialiste israélien, plus tard représenté par le Mapai et le Mapam a constitué l'ossature partisane de ce courant d'opinion. Inversement, il y a toujours eu des militants sionistes qui pensaient que le monde arabe n'accepterait jamais un État juif en terre d'Islam, qu'il soit grand ou petit, qu'il s'étende sur tout Eretz Israël ou sur une partie restreinte de ce territoire, et que, par conséquent, Israël devrait toujours lutter pour imposer son existence. Dans cette perspective, que l'on qualifie «droite» en Israël, ce n'est que la puissance de notre armée et de nos armes qui peut contraindre l'ennemi arabe à plier et à composer. Pour cette droite, la paix ne pourra être fondée que sur la force et la supériorité physique, matérielle, technologique des Israéliens. Dès que les Arabes sentiront la moindre faiblesse chez les Juifs ils ne feront qu'une bouchée de l'État d'Israël et jeteront ses habitants à la mer (ou pire). L'ossature partisane de ce courant d'idées a été

le mouvement révisionniste de Vladimir Zeev Jabotinsky. Par la suite le Hérouet de Menachem Begin a pris le relais et ce courant s'incarne aujourd'hui dans le Likoud d'Ariel Sharon et dans les partis faucons qui se situent à sa droite et à son extrême-droite.

Il est tout à fait vrai que dans le passé, il a existé des ponts entre la définition française ou européenne de la droite et de la gauche et la conception israélienne. En effet, à l'origine, c'était le même courant qui était partisan du socialisme coopératif des kibbutzim et de la Histadrouth, et qui défendait aussi la thèse «minimaliste» du partage de la Palestine entre Juifs et Arabes. Le parti communiste d'abord appelé PKP (Parti communiste de Palestine) puis MAKI (Parti communiste d'Israël) avant de devenir le Rakah puis le Hadash actuel, représentait l'extrême-gauche, à la fois sur le plan de l'attitude vis-à-vis des Arabes que sur le plan social et économique. Inversement, le parti révisionniste revendiquait à la fois des solutions expansionnistes (les deux rives du Jourdain) et une économie de marché capitaliste aux antipodes du socialisme. Par conséquent, il y a eu des ponts entre les notions des uns et des autres, et les deux définitions se recoupaient largement au moins.

Toutefois, même à l'origine, il y avait des dissonances. En particulier, au sein du mouvement socialiste israélien, à côté de tendances nettement conciliatrices quant au conflit israélo-arabe (par exemple le courant Hachomer Hatzair qui a donné naissance aux kibbutzim du mouvement Artzi), il y avait des courants beaucoup plus durs, beaucoup plus sécuritaires, pour qui Israël devait s'opposer à tout partage et revendiquer tout Eretz Israël. Ce fut surtout le cas du courant Ahdout Haavoda qui a donné naissance aux kibbutzim du mouvement Hamehouad, et qui était inspiré par le grand idéologue sioniste-socialiste Tabenkin. C'est le courant auquel appartenait, entre autres, Israël Galili, Igal Allon, Itshak Rabin à une époque et bon nombre de

chefs du Palmach. C'est peut-être ce qui explique que ce courant qui a fait partie un temps du Mapam avec l'Hachomer Hatzair ait rapidement rompu avec lui, et que nombre de ses cadres se sont retrouvés après 1967 et la guerre des Six-jours parmi les partisans du «Grand Israël». Rappelons que c'est Égal Allon lui-même qui donna le feu vert aux colons du Rabbin Levinger pour s'installer dans l'Hôtel Park de Hébron, installation qui fut le prélude à la colonisation juive de Kyriath Arba et de Hébron. Curieux mouvement, qui était marxiste intransigeant et socialiste dogmatique, mais d'un socialisme qui était à usage purement interne et ne prenait pas en compte les revendications nationales des Palestiniens. De même, s'est développé autour de David Ben Gourion et plus tard de Moshe Dayan un courant «sécuritaire» qui, au fond n'a cessé de mettre en avant les besoins de défense d'Israël, et n'a pas été «tendre» avec les revendications palestiniennes. C'est cette tendance qui fit scission du parti Mapai après l'Affaire Lavon, et constitua dans les années soixante l'éphémère parti Rafi. Quelques années plus tard, tandis que certains, tels Dayan, Shimon Pérès ou Teddy Kollek ont réintégré les rangs du parti travailliste, d'autres ont continué leur course éperdue vers les positions de la droite nationaliste et se sont retrouvés, tels Igal Hurwitz ou Zalman Shoval, dans les rangs du Likoud...

D'autres ont fait le cheminement inverse, mais ils ne sont pas légion. Il y a eu notamment des membres du Groupe Stern (Lohamei Herout Israel), un groupe de guérilla particulièrement extrémiste et nationaliste, qui se sont retrouvés, tels Amos Kennan ou Nathan Yellin-Mor dans les rangs du camp de la paix israélien.

Mais d'une façon très générale, le clivage droite-gauche des Israéliens a gardé, jusqu'en 1967, des liens avec le clivage européen. C'est la guerre des Six-jours et la conquête des territoires qui a vraiment brouillé les cartes. Tout d'abord, comme je l'ai précisé plus haut, la vic-

toire des Six-Jours a littéralement fait tourner la terre à beaucoup de sionistes socialistes. Ceux-ci se sont mis à soutenir avec enthousiasme les thèses annexionnistes et le processus de création de colonies juives dans les territoires occupés. La liste des intellectuels «de gauche», du grand poète Nathan Alterman au poète du Palmach Haim Gouri qui ont signé le manifeste du Mouvement pour Eretz Israël Tout Entière est éloquente ! Pour beaucoup de ces sionistes socialistes du Palmach et de la guerre d'indépendance, la reconquête de ces territoires d'Eretz Israël représentait l'incarnation même du pionniérisme d'autrefois. Certains se sont même, tel l'écrivain Moshe Shamir, engagés dans une action politique très militante pour l'annexion de tous les territoires.

Mais surtout, on a assisté à une «désocialisation» de l'économie et de la société israélienne. Le socialisme coopératif a vu sa fin s'annoncer. Les valeurs et les références collectives de la société israéliennes se sont, comme je l'ai décrit et expliqué dans mon livre *La Nouvelle histoire d'Israël*, évanescentes. Aujourd'hui, il n'y a plus vraiment de tenants d'une économie socialiste en Israël. Tous les partis politiques, sans exception, se sont ralliés à l'économie de marché capitaliste, et il n'y a plus aucune différence à ce sujet entre les différents partis. Il serait difficile de trouver des avocats plus véhéments du capitalisme intégral et de la privatisation absolue que les membres des kibbutzim qui se sont engagés dans une course au privé et aux revenus différenciels ! Bref, il ne reste plus de socialistes authentiques en Israël, à part quelques dinosaures dans certains kibbutzim qui font figure d'anachronisme, comme le kibbutz Baram d'Ely Ben-Gal, mais... attention, il s'agit justement des kibbutzim les plus riches, de ceux qui ont le mieux réussi sur le plan économique et qui peuvent «se permettre» de rester collectivistes. Les autres, les kibbutzim qui ont périactivité et se sont enfouis dans des dettes inouïes ceux-là ne rêvent que de capitalisme, de liberté, et de privatisation totale.

Mieux, le public du camp de la paix israélien (Parti travailliste et Meretz) correspond aux couches les plus riches et les plus favorisées de la société, celles qui sont les moins « prolétaires» et qui disposent des revenus les plus élevés. C'est dans la « gauche » israélienne que l'on retrouve tous les chefs d'industries, tous les propriétaires de grandes entreprises, les médecins, les professeurs bref les plus riches. Il n'y a presque pas d'ouvriers ou de gens du « petit peuple » qui pensent une seconde à voter pour les partis de la gauche israélienne. Au contraire, le Likoud qui représente aujourd'hui les positions nationalistes, a un électoralat de niveau socio-économique très défavorisé, et c'est de loin le parti qui représente le plus de prolétaires du pays.

Dès lors, l'emploi des termes droite-gauche en Israël s'est trouvé totalement déconnecté de son usage en Europe, et je crois qu'il n'y a plus d'Israéliens qui pensent une seconde à la référence socio-économique lorsqu'ils emploient ces termes. Le « smolani » (injure très courante en Israël...) est l'homme de gauche, c'est-à-dire celui qui pense en termes de conciliation avec les Arabes: en d'autres termes, pour la rue, le smolani est un partisan des accords d'Oslo, de la négociation, de l'évacuation des territoires et de la création d'un État palestinien aux côtés de l'État d'Israël. Un « yemani » (beaucoup ont plaisir à se définir ainsi), c'est quelqu'un qui se dit de droite, et qui est pour résister par la force et la puissance des armes aux Arabes, et qui se refuse à évacuer les territoires. Le « smolani kitsoni » (extrême-gauche) c'est ou bien un partisan des partis arabes antisionistes, ou bien un membre de l'un de ces groupuscules juifs tels Matzpen, Derech Hanitsots, ou le Centre d'information Alternative de Michel Warchawski qui réclament un État binational... Le « yemani kitsoni », qu'il s'agisse d'un supporter du parti Union Nationale d'Avigdor Lieberman, ou pire d'un partisan des racistes du Kach ou de Baruch Marzel, sont ceux qui veulent tout annexer, frapper le plus durement

les Arabes et éventuellement les transférer hors d'Israël.

Si le clivage droite-gauche en Israël est donc aujourd'hui sans relation avec les clivages socio-économiques européens, il reste un lien, toutefois, au niveau du clivage traditionalisme *versus* modernité et du clivage nationalisme *versus* cosmopolitisme. En effet, il est certain que d'une façon générale, la droite israélienne représente, en gros, un public plus attaché aux valeurs traditionnelles, à la religion et aux valeurs familiales. Les « religieux » se situent presque tous très à droite de l'échiquier politique israélien. Comme la gauche française (qui a voté le PACS), la gauche israélienne est plus couramment identifiée avec les valeurs de la laïcité, de l'humanisme, du féminisme, de la liberté sexuelle et de la modernité. Ceci... doit toutefois être dit avec précaution est nuance, puisque le parti travailliste comprend en son sein le parti religieux modéré Meimad, et que la plupart des ténors de la droite sont de parfaits non-religieux, même s'ils ponctuent, comme Sharon, leurs discours d'expressions telles que Beezrat Hachem ou Baruch Hachem1...

Par ailleurs il est certain que le clivage, très pertinent en France, qui concerne « les frontières de l'identité nationale », et qui distingue une droite très fermée sur cette identité (avec une extrême-droite hyper-restrictive et antiétrangers), d'une gauche plus ouverte et prête à une certaine dose de multiculturalisme, existe aussi en Israël. Par exemple, la droite israélienne est plus favorable à une politique « dure » à l'égard des travailleurs immigrés, et souhaiterait comme la droite française les renvoyer le plus rapidement possible dans leurs pays, tandis que la gauche israélienne, malgré le chômage croissant, soutient des positions plus souples et plus humaines. De même, quant aux Juifs dont la judaïté est partielle ou incertaine au regard de la définition halachique, notamment les Juifs originaires de l'ex Union soviétique, la gauche est très favorable à des solutions libérales et d'ouverture, alors

que la droite, inspirée par les religieux et alliée aux partis ultra-religieux reste favorable à une définition « fermée » et orthodoxe de l'identité juive.

Ainsi, l'effondrement de la gauche israélienne lors des élections de janvier 2003 représente une prise de position du public à l'égard des options de politique « palestinienne » des partis de la gauche, le parti travailliste et le Meretz. C'était un vote de défiance à l'égard du camp de la paix (pas nécessairement à l'égard des solutions préconisées par ce camp). C'est un vote qui n'a eu strictement

aucune espèce de connotation sociale ou économique. Au contraire, la gauche israélienne est malheureusement identifiée par l'opinion publique comme la population « riche », comme les élites qui exploitent le petit peuple. Au contraire, le Likoud et la droite israélienne, avec un ministre des finances particulièrement antisocial,... sont identifiés comme les meilleurs représentants des couches populaires.

Note

1 "Avec l'aide de Dieu" et "Béni soit Dieu"